

RESF 09 coordination Ligue des Droits de l'Homme

(boite postale 20151 - 09003 Foix cédex – 05 61 65 65 98 ou 06 70 94 08 48)

(morisse.christian@yahoo.fr)

Nous vous rappelons que le Réseau Education Sans Frontière 09 fait le point chaque premier lundi du mois à 18H. à la Mairie de Foix (sous réserve de salle disponible)...

Donc... prochaine réunion le Lundi 7 octobre 2013 - salle Soulié.

Réunion RESF du 3 septembre (cr) : Sur les « nouvelles arrivées » essentiellement d'Albanie... sur les conditions de plus en plus lourdes de la gestion bénévole des demandes d'asile et des suivis administratifs et juridiques... sur l'insuffisance chronique des places d'hébergement même en période estivale... Sur l'absence de volonté politique et les risques d'enlisement en période électorale (ça n'a pas loupé !).

Un point particulier a retenu notre attention : l'allocation de rentrée scolaire gérée par la CAF. Elle est refusée aux enfants et adolescents scolarisés dont les familles ne sont pas détentrices d'une carte de séjour. Ces familles ne disposent souvent d'aucune ressource. Pendant un temps, le Conseil général suppléait, mais les bonnes choses ayant une fin, depuis trois ou quatre ans, le CG a cessé d'apporter cette aide. RESF s'indigne de la discrimination lourde de conséquences. En effet, la scolarisation est le meilleur vecteur d'intégration pour ces enfants. Nous avons « investi » les fonds de caisse pour aider un peu et nous entendons protester véhémentement auprès des autorités concernées (CAF, élus, services sociaux de l'Etat).

Circulaire concernant les « ROMS » : Ayant pour objectif de poursuivre le démantèlement des campements illicites, la circulaire prévoyait une série de mesures d'accompagnement et d'insertion : l'accès à l'emploi, l'accès au logement et le droit au séjour...

Aujourd'hui les intervenants associatifs tirent un premier bilan lamentable : les rares « gagnants » n'ont toujours que des récépissés de séjour n'ouvrant pas de droits sociaux, notamment auprès de la CAF. L'accès à l'emploi et l'accès au logement sont quasiment inexistantes. Les financements mis en place ont été suspendus... Et le Ministre de l'intérieur d'emboîter le pas de ses prédécesseurs, stigmatisant honteusement une fois de plus ces populations, avec la complicité silencieuse du Premier Ministre et de la Présidence. Et la misère continue...

La perspective pour les Bulgares et les Roumains de devenir des européens comme les autres au 31 décembre 2013 s'amenuise sérieusement.

Valls : une circulaire peut en chasser une autre... Au 1^{er} décembre 2012, la circulaire du Ministère de l'intérieur sur les régularisations des sans papiers entrainé en application. Elle ne semble pas avoir produit beaucoup d'effet... Les procédures traînent en longueur... les préfectures ont des interprétations très différentes. Mais n'oublions pas qu'une seconde circulaire du 12 mars 2013 rappelait aux Préfets qu'ils avaient aussi à expulser et qu'ils seraient évalués sur : « *l'efficacité de la procédure, la sécurité juridique et le quantitatif...* » On comprend que ça ne se bouscule pas ! Le département, dans ce contexte a plutôt bien fonctionné. Nous savons apprécier.

Au choix : assignation à résidence ou Centre de rétention ? Pour être « assigné à résidence » encore faut-il avoir une résidence ! Lapalissade sachant que les déboutés du droit d'asile sortent du CADA au bout d'un mois sans solution de relogement et que les accueils d'urgence sont saturés... Une famille avec un jeune enfant malade, vient de passer plusieurs semaines sous une tente installée devant le Secours Populaire de Pamiers.

Aussi, le centre de rétention de Cornebarieu, cette prison qui ne dit pas son nom... est-il plein comme un œuf. A son propos nous vous invitons à le découvrir à travers le film « **contre les murs** » de Neus Viala qui sera projeté, dans le cadre des sixièmes Rencontres Prayolaises le Samedi 12 Octobre à 20h.30 à Prayols.

Contrat individuel de Solidarité : ci-joint... Suite aux fréquents conflits intracommunautaires ou entre communautés, nous avons décidé de demander un engagement de « solidarité » qui fasse écho à nos propres investissements. Il sera proposé en plusieurs langues. Nous souhaitons vivement que d'autres structures et associations relaient cette démarche.